

Questions orales

ON DEMANDE QUELLES MESURES LA MINISTRE PEUT ENVISAGER DE PRENDRE

M. Sergio Marchi (York-Ouest): Ma question supplémentaire s'adresse à la même ministre, monsieur le Président. Comme l'article 96.1 de la Loi sur l'immigration interdit aux employeurs d'engager des immigrants illégaux sous peine d'une amende de 5 000\$ ou de deux ans d'emprisonnement, la ministre est-elle disposée à faire preuve de compréhension et de compassion à l'égard de cette bonne d'enfants en lui permettant de rester? Sinon, pourquoi le ministère ne poursuit-il pas l'employeur qui a enfreint la Loi de l'immigration? Pourquoi y a-t-il deux poids, deux mesures?

L'hon. Barbara McDougall (ministre de l'Emploi et de l'Immigration): Monsieur le Président, comme le sait le député, l'affaire fait actuellement l'objet d'une audition. Ma soeur et mon beau-frère sont parfaitement capables d'expliquer eux-mêmes la situation sans que j'aie besoin d'intervenir.

* * *

LES SCIENCES ET LA TECHNOLOGIE

LES DÉPENSES AFFECTÉES À LA RECHERCHE

M. Howard McCurdy (Windsor—Lac Sainte-Claire): Monsieur le Président, ma question s'adresse au ministre d'État chargé des Sciences et de la Technologie. Il y a plusieurs années, le premier ministre a promis que le taux des dépenses affectées à la recherche et au développement au Canada doublerait pour passer de 1,3 p. 100 à 2,5 p. 100 du PNB. L'année dernière, il a promis de consacrer 1,3 milliard de dollars aux sciences, mais l'argent en question a, semble-t-il, disparu. En fait, les dépenses réelles du gouvernement au titre de la recherche et du développement diminuent, plutôt que d'augmenter.

En ce qui a trait au choix entre Ottawa, Montréal et Saint-Hubert pour l'emplacement de l'agence spatiale, le ministre pourrait-il déposer les prévisions de dépenses pour les divers endroits et une évaluation du nombre de scientifiques qui quitteront le pays, à la suite de la décision en question?

L'hon. William C. Winegard (ministre d'État (Sciences et Technologie)): Monsieur le Président, permettez-moi tout d'abord de signaler à mon honorable collègue que la somme de 1,3 milliard de dollars en question est toujours disponible.

Des voix: Bravo!

M. Winegard: En ce qui a trait à l'agence spatiale, qu'elle soit établie à Montréal ou à Saint-Hubert, chaque fois que l'on déménage une institution, il faut s'attendre malheureusement à perdre quelques personnes compétentes. Cependant, les gens de Saint-Hubert se lancent dans une grande campagne de bienvenue pour accueillir tous les employés de l'agence spatiale qui vont déménager à Saint-Hubert. Les deux universités anglophones de

Montréal, Concordia et McGill, ont affirmé être disposées à faire tout en leur pouvoir pour aider les scientifiques qui viendront s'établir dans la région de Montréal. Il faut mettre un terme aux chamailleries et aller de l'avant avec ce projet extrêmement intéressant d'agence spatiale canadienne.

Des voix: Bravo!

M. McCurdy: Monsieur le Président, je suis persuadé que malgré cette belle envolée oratoire ne signifiant rien, vous avez quand même remarqué que le ministre n'a pas répondu à la question. Manifestement, étant donné que le gouvernement tente de restreindre les dépenses affectées à la recherche et au développement, afin de réduire le déficit, il est tout à fait illogique de gaspiller de l'argent dans ce domaine auquel on n'en consacre déjà pas assez.

M. Valcourt: Oubliez votre discours et posez votre question.

LES COÛTS RELIÉS À L'ÉTABLISSEMENT DE L'AGENCE

M. Howard McCurdy (Windsor—Lac Sainte-Claire): Monsieur le Président, la question que je pose au ministre est simplement celle-ci.

Des voix: Bravo!

M. McCurdy: Le ministre pourrait-il déposer à la Chambre une évaluation des coûts relatifs reliés à l'établissement de l'agence, au déménagement du personnel et aux frais d'exploitation supplémentaires, qui diffèrent sûrement selon l'emplacement de l'agence, qu'il s'agisse de Saint-Hubert, de Montréal ou d'Ottawa? Le ministre veut-il le faire?

M. Blais: Êtes-vous contre la décision qui a été prise?

L'hon. William C. Winegard (ministre d'État (Sciences et Technologie)): Monsieur le Président, je trouve cela plutôt inhabituel. Il y a quelques mois à peine, le chef du Nouveau Parti démocratique a déclaré que son parti souhaitait que l'agence spatiale soit établie dans la région métropolitaine de Montréal. Or, voilà maintenant que pour une raison quelconque, les néo-démocrates ont, semble-t-il, changé d'avis. Mon collègue néo-démocrate voudra peut-être expliquer aux Montréalais ce revirement. Je le répète, pour ce qui est du financement, tout l'argent en question est toujours disponible à la suite de la présentation du Budget.

* * *

LA CONSOMMATION

LES TAUX D'INTÉRÊT DES CARTES DE CRÉDIT

M. Bill Attewell (Markham): Monsieur le Président, ma question s'adresse au président du Comité permanent de la consommation et des corporations et de l'administration gouvernementale et concerne les taux d'intérêt des cartes de crédit. Il sait qu'il y a deux ans, le comité des finances a mené une vaste enquête sur cette question et qu'à cette époque, les taux ont été volontairement abais-